

Commission Paritaire de la pêche maritime

Convention collective de travail du 4 février 2003.

Modification et Coordination des statuts du "Zeevissersfonds"

STATUTS

TITRE I : INSTITUTION

Article 1er. La présente convention collective de travail s'applique aux armateurs ressortissant à la Commission paritaire de la pêche maritime ainsi qu'à certains travailleurs qu'ils occupent ou qu'ils ont occupés.

Art. 2. Dans le cadre du protocole d'accord du 10.02.1983, précisé par la convention collective de travail du 26.05.1983 relative à l'affectation de la modération salariale supplémentaire pour l'emploi, prorogée par la convention collective de travail du 30.01.1985, il est institué à partir du 1.10.1986 un Fonds de sécurité d'existence, dénommé le "Zeevissersfonds", dont les statuts sont fixés ci-après.

Art. 3. Conformément à l'art.7 de la loi du 7.01.1958 concernant les fonds de sécurité d'existence, l'Office national de sécurité sociale est invité à percevoir les cotisations visées à l'article 10. Les cotisations mentionnées sous l'article 10bis sont perçues directement par le "Zeevissersfonds".

Art. 4. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1.10.1986 et est conclue pour une durée indéterminée et peut être dénoncée par chacune des parties moyennant un préavis d'un an, à notifier par lettre recommandée au président de la commission paritaire.

TITRE II : STATUTS

CHAPITRE I : dénomination, siège, objet

Article 1er. Conformément à la loi du 7.01.1958 concernant les fonds de sécurité d'existence, il est institué pour le personnel navigant de la pêche maritime un Fonds de sécurité d'existence, dénommé le "Zeevissersfonds" et appelé ci-après "le Fonds".

Art.2

Le siège du Fonds est établi à Ostende.

Art.3

Le Fonds a pour objet :

- d'octroyer des avantages aux pêcheurs maritimes tels que prévus à l'art.4;
- de percevoir des cotisations à charge de l'entreprise ressortissant à l'indice 019 de l'ONSS;
- de s'occuper de la formation des groupes à risque visée à l'article 5 de la convention collective de travail du 29 mars 1989 conclue au sein de la Commission paritaire de la pêche maritime relative au 0,18% et les autres initiatives de formation en exécution d'accords interprofessionnels ou sectoriels.

NEERLEGGING-DEPOT | REGISTR.-ENREGISTR.

06 -02- 2003

09 -09- 2003

NR,
N°

67394

100/143

- d) de s'occuper de la formation prévue à l'art.5 de la convention collective de travail du 29.5.1991 portant des mesures en exécution des principes de l'accord interprofessionnel.
- e) de prendre des initiatives en vue de l'institution d'une "Stichting voor Duurzame Visserijontwikkeling (SDV)" qui doit assurer entre autres l'accompagnement d'un rétablissement durable des secteur au moyen d'une utilisation solidaire des moyens disponibles entre autres au niveau du :
 - recyclage et perfectionnement dans le cadre de la conversion de la flotille de pêche ;
 - planning et action dans le but d'améliorer la qualité du travail à bord de la flotille de pêche ;

Développement de mesures économiques, entre autres au niveau de la consommation d'énergie."

Art. 4. Les avantages énumérés ci-dessous sont octroyés, sous les conditions fixées, aux pêcheurs maritimes visées à l'art. 3 a :

§1. Indemnité en raison de transfert de la liste d'attente à la suite d'une incapacité de travail réduite.

Cette indemnité est payée par le Fonds ou par l'intermédiaire des organismes de paiement agréés par l'Office national de l'emploi. A cette fin, ces organismes reçoivent les montants nécessaires du Fonds.

Toutefois, le Fonds peut avancer les montants nécessaires pour le paiement aux organismes de paiement. Ces derniers sont responsables pour les montants qui leur sont confiés.

§2. d'Autres avantages sociaux à déterminer dans le cadre du statut du pêcheur maritime, rendu obligatoire par arrêté royal.

CHAPITRE II : gestion

Le Fonds est géré par un Conseil d'administration composé d'au moins six membres, dont la moitié est désignée par les représentants patronaux et l'autre moitié par les représentants des travailleurs au sein de la Commission paritaire de la pêche maritime.

Les membres sont désignés par la Commission paritaire de la pêche maritime parmi les membres effectifs ou suppléants.

Le mandat prend fin en même temps que leur fonction comme membre de la Commission paritaire de la pêche maritime.

Dans le cas où leur mandat au sein de la Commission paritaire de la pêche maritime prendrait fin, les membres du Conseil d'administration restent en fonction jusqu'à ce que la nouvelle Commission paritaire de la pêche maritime procède à la désignation du Conseil d'administration.

En cas de décès ou de démission d'un administrateur, la Commission paritaire de la pêche maritime prévoit le remplacement par la désignation d'un membre de la Commission paritaire de la pêche maritime appartenant à la même représentation que l'administrateur qui vient de décéder ou de démissionner.

Art. 6. Le conseil d'administration désigne chaque année en son sein un président et un vice-président. Il désigne la personne qui sera chargée du secrétariat. Celle-ci ne doit pas nécessairement être membre du Conseil d'administration.

La présidence est assumée alternativement par un délégué des employeurs et un délégué des travailleurs. La première fois, la catégorie à laquelle appartient le président est tirée au sort.

Le vice-président est désigné au sein de l'autre représentation que celle à laquelle le président appartient.

Art. 7. Le conseil d'administration se réunit sur convocation du président.

Le président est tenu de convoquer le conseil au moins chaque trimestre ou chaque fois que deux membres au moins du conseil en font la demande.

Les convocations portent l'ordre du jour succinct.

Les **procès-verbaux** sont établis par le secrétaire et signés par le président de la séance. Les extraits des procès-verbaux sont signés par le président ou par deux administrateurs.

Les décisions sont prises à l'unanimité des voix des membres présents.

Le vote est valable s'il est émis par au moins un membre de chaque représentation, à condition que le point faisant l'objet du vote soit mentionné clairement à l'ordre du jour de la convocation de la réunion.

Les administrateurs ne peuvent pas participer à la délibération ou au vote concernant des affaires par lesquelles ils sont personnellement concernés. Leur abstention sera notée dans les **procès-verbaux**.

Art. 8. Le conseil d'administration est chargé de gérer le Fonds et de prendre toutes les mesures nécessaires à son bon fonctionnement.

Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour la gestion et l'administration du Fonds et pour la réalisation de son objectif. Il peut notamment conclure tous les contrats et accepter des entreprises; acheter, vendre, échanger, louer et donner en location tous les biens meubles et immeubles ; souscrire à tous les emprunts à court ou long terme; consentir aux hypothèques sur les biens immobiliers du Fonds; ainsi que tous les privilèges, toutes les subventions privées ou officielles, accepter des interventions et legs ; autoriser ou accepter toutes les subrogations et cautions; renoncer à tous les droits réels ou résultant de contrats, ainsi que renoncer à toutes les cautions réelles ou personnelles; donner la mainlevée, avant ou après paiement, de toutes les inscriptions privilégiées ou hypothécaires, saisies ou autres empêchements; autoriser l'éviction immédiate; faire plaider, en tant que requérant ou demandeur devant tous les tribunaux; effectuer ou faire effectuer tous les jugements; transiger ou compromettre.

Les actions en justice, tant en tant que requérant qu'en tant que défendeur, sont introduites ou défendues au nom du Fonds par le Conseil de gestion, sur la poursuite et à la diligence du président ou de l'administrateur délégué à cet effet.

Le Conseil d'administration peut transférer des compétences particulières à un ou plusieurs de ses membres ou même à des tiers.

Pour tous les actes autres que ceux pour lesquels le fonds a donné un mandat spécial, il suffit, afin que le fonds soit valablement représenté vis-à-vis de tiers, d'avoir des signatures conjointes de deux administrateurs, dont un de chaque groupe, sans que ces administrateurs ne doivent témoigner d'une délibération ou autorisation.

Les administrateurs ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat et ils n'endossent à l'égard des engagements du fonds aucune responsabilité personnelle de par leur gestion.

CHAPITRE III : financement

Art. 9. Le Fonds dispose des cotisations convenues versées par l'entreprise visée à l'art. 3, b

Art. 10. A partir du 1er juillet 2002, le montant de la cotisation patronale est fixé à 8,70 p.c. des salaires bruts tel que prévu pour le calcul des cotisations O.N.S.S..

Art. 10bis : La cotisation égale à la part du précompte professionnel retenu qui dépasse le montant du précompte professionnel fictif tel que fixé dans la loi-programme du 24 décembre 2002 (M.B. 31 décembre 2002).

Le financement de la "Stichting voor Duurzame Visserijontwikkeling (SDV)" à instituer en exécution de l'article 3c) est fixé à 33 p.c. de la cotisation à percevoir visée à l'article 10bis".

Art. 11. Les cotisations visées à l'article 10, sont dues chaque trimestre, et sont perçues par le truchement de l'O.N.S.S. et transmises au Fonds.

Art. 11bis. Les cotisations sous l'article 10bis doivent être versées par l'armateur ou son préposé au Fonds, au plus tard le 15ème du mois suivant celui auquel se rapporte la cotisation.

Art. 12. Les frais de gestion du Fonds comprennent notamment:

- 1° frais de perception et recouvrement des cotisations;
- 2° frais de paiement des prestations;
- 3° frais de contrôle tels que prévus au chapitre IV de la loi du 7.01.1958.

Ils sont couverts :

- a) par les intérêts des capitaux constitués au moyen du versement des cotisations;
- b) par le produit d'une retenue sur les cotisations, telles que visées à l'article 10, pour laquelle le pourcentage est fixé à 5%. Ce pourcentage profite pour 1/3ème à la propre gestion du Fonds et pour 2/3ème aux organismes de paiement.
- c) par un produit d'une retenue sur les cotisations, telles que visées à l'article 10bis, , pour laquelle le pourcentage est fixé à 2 p.c.. Ce pourcentage est affecté pour la gestion du Fonds.

Art. 13. Le montant des frais de gestion ne peut être modifié que par convention collective de travail de la Commission paritaire de la pêche maritime, rendue obligatoire par arrêté royal.

CHAPITRE IV : bilan et comptes

Art. 14. L'exercice prend cours le 1^{er} janvier de chaque année.

Le premier exercice prend cours le 1.01.1986.

Art. 15. Chaque année, pendant le mois de décembre, au plus tard un budget est soumis, pour l'exercice suivant à l'approbation de la Commission paritaire de la pêche maritime.

Art. 16. Les comptes de l'exercice écoulé sont clôturés le 31 décembre de chaque année. La clôture des comptes et le bilan doivent être suffisamment précisés en matière comptable, de sorte que les cotisations visées à l'article 10bis et 11bis fassent l'objet de postes séparés dans le budget, comptes annuels et bilan.

Le conseil d'administration ainsi que le réviseur ou l'expert-comptable désigné en application de l'art. 12 de la loi du 7.01.1958 par la Commission paritaire de la pêche maritime font annuellement un rapport écrit concernant l'accomplissement de leurs mission de l'exercice écoulé.

Le bilan, conjointement avec le rapport écrit visé ci-dessus, doivent, au plus tard pendant le mois d'avril, être soumis pour approbation à la Commission paritaire de la pêche maritime.

CHAPITRE V : dissolution, liquidation

Art. 17. Le Fonds est dissous par la Commission paritaire à la suite d'un préavis éventuel tel que prévu à l'article 4 du Titre I de la présente convention collective de travail.

La Commission paritaire décide de la destination des biens et valeurs du Fonds après apurement du passif et donne à ces biens et valeurs une destination conforme à l'objectif pour lequel le fonds a été institué.

La commission paritaire désigne également les liquidateurs.

06-03-2003

09-09-2003

NR.

N°

67394

/00/143

4

Paritair Comité voor de zeevisserij

Collectieve arbeidsovereenkomst van 4 februari 2003.

Wijziging en Coördinatie van de statuten van het Zeevissersfonds.**STATUTEN****TITEL I: OPRICHTING**

Artikel. 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de reders die ressorteren onder het Paritair Comité voor de zeevisserij en op sommige werknemers die zij tewerkstellen of tewerkgesteld hebben.

Art. 2. In het raam van het protocol van akkoord van 10.02.1983, nader gepreciseerd door de collectieve arbeidsovereenkomst van 26.05.1983 betreffende de aanwending van de bijkomende loonmatiging voor de tewerkstelling, verlengd bij collectieve arbeidsovereenkomst van 30.01.1985, wordt met ingang van 1.10.1986 een Fonds voor Bestaanszekerheid opgericht, genaamd het "Zeevissersfonds", waarvan de statuten hierna zijn vastgesteld.

Art. 3. Overeenkomstig art.7 van de wet van 7.01.1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid, zal de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid verzocht worden de bijdragen, bedoeld onder artikel 10 te innen. De bijdragen vermeld onder artikel 10bis worden rechtstreeks geïnd door het Zeevissersfonds.

Art. 4. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1.10.1986 en is gesloten voor onbepaalde tijd en kan opgezegd worden door elk van de partijen met een opzegging van een jaar, te betekenen per aangetekend schrijven aan de voorzitter van het paritair comité.

TITEL II: STATUTEN**HOOFDSTUK I: benaming, zetel, doel**

Artikel. 1. Overeenkomstig de wet van 7.01.1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid, wordt voor het varend personeel van de zeevisserij een Fonds voor Bestaanszekerheid opgericht, "Zeevissersfonds" genaamd en hierna "het Fonds" genoemd.

Art. 2. De zetel van het Fonds is gevestigd te Oostende.

Art. 3. Het Fonds heeft tot doel:

a) aan de zeevissers voordelen toe te kennen zoals is bepaald bij art.4;

b) bijdragen te innen ten laste van het bedrijf dat ressorteert onder het kennummer 019 van de R.S.Z.;

c) de vorming te organiseren bedoeld bij art.5 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 29.03.1989, gesloten in het Paritair Comité voor de zeevisserij, inzake de 0,18% en andere vormingsinitiatieven in uitvoering van interprofessionele of sectoriële akkoorden.

d) de vorming te organiseren bepaald bij art.5 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 29.05.1991 houdende maatregelen ter uitvoering van de beginselen van het interprofessioneel akkoord.

e) initiatieven te nemen met het oog op de oprichting van een Stichting voor Duurzame Visserijontwikkeling (SDV) die moet instaan voor onder andere de begeleiding van een duurzaam herstel van de sectoren via een solidaire aanwending van de beschikbare middelen op het vlak van onder andere:

- Om- en bijscholing in het kader van de omschakeling van de vissersvloot;
 - Planning en actie met het doel de arbeidskwaliteit aan boord van de vissersvloot te verbeteren;
- Ontwikkeling van kostenbesparende maatregelen, onder andere op het vlak van energieverbruik. “.

Art. 4. De hierna opgesomde voordelen worden, onder de gestelde voorwaarden, aan de bij art.3, a, bedoelde zeevissers toegekend:

§1. Vergoeding wegens overheveling naar de wachtlijst ingevolge verminderde arbeidsongeschiktheid.

Deze vergoeding wordt uitgekeerd door het Fonds of door bemiddeling van de door de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening erkende uitbetalingsinstellingen. Met het oog hierop ontvangen deze instellingen de nodige sommen van het Fonds.

Het Fonds mag evenwel de nodige sommen voor de uitkering aan de uitbetalingsinstellingen voorschieten. Deze laatsten zijn verantwoordelijk voor de hun toevertrouwde sommen.

§2. Andere sociale voordelen te bepalen in het kader van het statuut van de zeevisser, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit.

HOOFDSTUK II: beheer



Art. 5. Het Fonds wordt beheerd door een Raad van Beheer, samengesteld uit minstens zes leden, waarvan de helft wordt aangeduid door de werkgeversvertegenwoordigers en de andere helft door de werknemersvertegenwoordigers in het Paritair Comité voor de zeevisserij.

De leden worden door het Paritair Comité voor de zeevisserij onder de gewone of plaatsvervangende leden ervan aangesteld.

Het mandaat eindigt terzelfdertijd als hun functie als lid van het Paritair Comité voor de zeevisserij.

In geval hun mandaat in het Paritair Comité voor de zeevisserij eindigt, blijven de leden van de Raad van Beheer in functie tot het nieuw samengesteld Paritair Comité voor de zeevisserij, overgaat tot de aanstelling van de Raad van Beheer.

Bij overlijden of ontslagname van een beheerder, voorziet het Paritair Comité voor de zeevisserij in de vervanging door de aanduiding van een lid van het Paritair Comité voor de zeevisserij dat behoort tot dezelfde vertegenwoordiging als de overleden of uitgetreden beheerder.

Handwritten signatures and initials
2

Art. 6. Iederjaar duidt de Raad van Beheer uit zijn midden een voorzitter en een ondervoorzitter aan. Hij duidt de persoon aan die wordt belast met het secretariaat. Deze moet geen lid zijn van de Raad van Beheer.

Het voorzitterschap dient om het jaar waargenomen door een lid van de werkgevers en een lid van de werknemersvertegenwoordiging. De catégorie waartoe de voorzitter behoort, wordt voor het eerste jaar bij loting aangeduid.

De ondervoorzitter wordt altijd aangeduid in de andere vertegenwoordiging dan deze waartoe de voorzitter behoort.

Art. 7. De Raad van Beheer vergadert op bijeenroeping van de voorzitter.

De voorzitter is er toe gehouden minstens ieder kwartaal en telkens tenminste twee leden van de Raad van beheer erom verzoeken de raad bijeen te roepen.

De oproepingen vermelden de beknopte agenda.

De verslagen van de vergaderingen worden opgemaakt door de secretaris en ondertekend door degene die de vergadering heeft voorgezeten. Uittreksels van deze verslagen worden ondertekend door de voorzitter of door twee beheerders.

De beslissingen worden genomen bij volstrekte meerderheid van stemmen van de aanwezige leden.

De stemming is geldig indien zij uitgebracht wordt door tenminste één lid van iedere vertegenwoordiging, op voorwaarde dat het tot stemming gebrachte punt duidelijk vermeld wordt op de agenda van de bijeenroeping tot de vergadering.

De beheerders mogen niet deelnemen aan de beraadslaging of de stemming betreffende aangelegenheden waarbij zij persoonlijk betrokken zijn. Hun onthouding wordt in de verslagen opgetekend.

Art. 8. De Raad van Beheer heeft als opdracht het Fonds te beheren en alle maatregelen te treffen welke nodig blijken voor zijn goede werking.

Hij heeft de meest uitgebreide machten voor het beheer en het beheren van het Fonds en voor de verwezenlijking van zijn doel. Hij mag namelijk alle contracten sluiten en ondernemingen aannemen; alle roerende en onroerende goederen die nodig zijn voor de verwezenlijking van het maatschappelijk doel, kopen, verkopen, ruilen, huren en verhuren; alle leningen op korte of lange termijn aangaan; toestemmen in de hypotheek op de onroerende goederen van het Fonds; alsook alle voorrechten, alle private of officiële subsidiën, tegemoetkomingen en legaten aanvaarden; alle subrogaties en borgstellingen toestaan of aanvaarden; van alle zakelijke of uit verbintenissen voortvloeiende rechten, evenals van alle zakelijke of persoonlijke borgstellingen afstand doen; handlichting geven, voor of na betaling, van alle bevoorrechte of hypothécaire inschrijvingen, beslagen of andere beletsels; de dadelijke uitwinning toestaan; laten pleiten, als eiser of als verweerder voor alle rechtbanken; alle vonnissen uitvoeren of doen uitvoeren; dadingen aangaan; compromissen aangaan.

Handwritten signature and initials, possibly 'ADP', with a small number '3' at the bottom right.

De rechtsvorderingen, zowel als eiser en als verweerder, wordt ingeleid of verdedigd in naam van het Fonds door de Raad van Beheer, op vervolging en benaerstiging van de voorzitter of van de beheerder die daartoe afgevaardigd wordt.

De Raad van Beheer kan bijzondere bevoegdheden aan één of meerdere van haar leden of zelfs aan derden overdragen.

Voor al de andere handelingen dan die waarvoor door de raad bijzondere opdracht werd gegeven, volstaan, opdat het Fonds geldig tegenover derden zou vertegenwoordigd zijn, de gezamenlijke handtekeningen van twee beheerders, één van elke vertegenwoordiging, zonder dat deze beheerders van enige beraadslaging, machtiging of bijzondere machtiging moeten laten blijken.

De beheerders zijn slechts verantwoordelijk voor de uitvoering van hun mandaat, en zij gaan ten gevolge van hun beheer geen enkele persoonlijke verplichting aan ten opzichte der verbintenissen van het Fonds.

HOOFDSTUK III: financiering

Art. 9. Het Fonds beschikt over de overeengekomen bijdragen gestort door de in art.3,b, bedoeld bedrijf.

Art. 10. Vanaf 1 juli 2002 wordt het bedrag van de bijdrage van de werkgevers vastgesteld op 8,70pct. van de brutolonen zoals voorzien voor de berekening van de R.S.Z. bijdragen.

Art. 10bis: De bijdrage gelijk aan het deel van de ingehouden bedrijfsvoorheffing dat meer bedraagt dan het bedrag van de fictieve bedrijfsvoorheffing zoals in de programmawet van 24 december 2002 (B.S. 31 december 2002) is vastgelegd.

De financiering van de in uitvoering van artikel 3c) op te richten Stichting voor Duurzame Visserijontwikkeling (SDV) wordt bepaald op 33 pct. van de te ontvangen bijdrage bedoeld onder artikel 10bis.”

Art. 11. De bijdragen , bedoeld onder artikel 10, zijn om het kwartaal verschuldigd, worden geïnd door bemiddeling van de R.S.Z. en overgemaakt aan het Fonds.

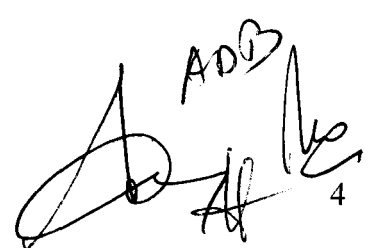
Art.1 Ibis. De bijdragen onder artikel 10bis dienen door de reder of zijn aangestelde, gestort aan het Fonds, uiterlijk de 15^{de} van de maand volgend op deze waarop de bijdrage betrekking heeft.

Art. 12. De beheerskosten van het Fonds omvatten inzonderheid:

- 1° kosten van inning en invordering der bijdragen;
- 2° kosten van uitkering der prestaties;
- 3° kosten van contrôle zoals is bepaald bij hoofdstuk IV van de wet van 7.01.1958.

Zij worden gedekt:

a) door de intresten van de kapitalen, welke door middel van de storting der bijdragen gevormd worden;

ADB

 4

b) door de opbrengst van een inhouding op de bijdragen, zoals bedoeld in artikel 10, waarvoor het percentage bepaald wordt op 5%. Dit percentage komt voor 1/3de ten goede aan het eigenlijk beheer van het Fonds en voor 2/3de aan de uitbetalingsinstellingen.

c) door een opbrengst van een inhouding op de bijdragen, zoals in bedoeld artikel 10bis, waarvoor een percentage bepaald wordt op 2 pct. Dit percentage wordt aangewend voor het beheer van het Fonds.

Art. 13. Het bedrag van de beheerskosten kan slechts gewijzigd worden bij collectieve arbeidsovereenkomst van het Paritair Comité voor de zeevisserij, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit.

HOOFDSTUK IV: balans en rekeningen

Art. 14. Het maatschappelijk jaar neemt een aanvang op 1.01 van elk jaar.

Het eerste maatschappelijk jaar neemt een aanvang op 1.01.1986.

Art. 15. Elk jaar wordt, uiterlijk tijdens de maand december, een begroting voor het volgende jaar ter goedkeuring aan het Paritair Comité voor de zeevisserij voorgelegd.

Art. 16. De rekeningen van het verlopen jaar worden op 31.12. van elk jaar afgesloten. De afsluiting en de balans dienen boekhoudkundig voldoende omschreven te worden., zodat de bijdragen bedoeld onder artikel 10bis en 11bis het voorwerp uitmaken van afzonderlijke posten binnen de begroting, jaarrekening en balans.

Het beheersorgaan alsmede de bij toepassing van art.12 van de wet van 7.01.1958 door het Paritair Comité voor de zeevisserij aangewezen revisor of accountant, brengen jaarlijks ieder een schriftelijk verslag uit over het vervullen van hun opdracht betreffende het verlopen jaar.

De balans, samen met hoger bedoelde schriftelijke jaarlijkse verslagen, dienen uiterlijk tijdens de maand april ter goedkeuring aan het Paritair Comité voor de zeevisserij voorgelegd.

HOOFDSTUK V: ontbinding, vereffening

Art. 17. Het Fonds wordt ontbonden door het Paritair Comité ingevolge een gebeurlijke opzegging zoals voorzien in artikel 4 van Titel I van deze collectieve arbeidsovereenkomst.



Het Paritair comité beslist over de bestemming van de goederen en waarden van het Fonds na aanzuivering van het passief en geeft aan deze goederen en waarden een bestemming welke in overeenstemming is met het doel waartoe het fonds werd opgericht.

Het paritair comité duidt eveneens de vereffenaars aan.

AAB
[Handwritten signature]
5